



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU JURA

1

PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la réglementation
et des élections

Commune de BLYE
Captage du puits des Bressots

Arrêté n° 2014-129-0001

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
• de la dérivation des eaux souterraines
• de l'instauration des périmètres de protection

Arrêté portant autorisation de traiter et de distribuer au public de l'eau
destinée à la consommation humaine

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6 sur les régimes d'autorisation et de déclaration, l'article L.214-18 sur les débits réservés, l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles R.214-1 à R.214-60 ;

VU le code du domaine de l'Etat ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et les articles R. 1321-1 à R. 1321-63 concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code rural ;

VU le code forestier ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau modifiée ;

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;

VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;
- VU** l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;
- VU** les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrains soumis à déclaration ainsi qu'aux prélèvements soumis à déclaration ou autorisation relevant de la nomenclature ;
- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU** la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU** la circulaire du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;
- VU** la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** la circulaire DGS/SD7A/2003/633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU** la circulaire DNP/SDEN n° 2004-1 du 5 octobre 2004 relative à l'évaluation des incidences des programmes et projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptibles d'affecter de façon notable les sites Natura 2000 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC), adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 ;
- VU** les délibérations de la commune de BLYE en date du 24 avril 2007 et du 19 avril 2013 demandant :
- de déclarer d'utilité publique :
 - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
 - la délimitation et la création des périmètres de protection des captages ;
 - de l'autoriser à :
 - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.
- et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 18 octobre 2008 ;
- VU** la décision du tribunal administratif de BESANÇON en date du 04 octobre 2013 portant désignation de M. Jean-Louis Mussillon en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et M. Jean-Paul Lamblin en qualité de commissaire-enquêteur suppléant ;
- VU** le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU** les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n°2013298-0027 en date du 25 octobre 2013 a été publié et affiché, qu'un avis au public d'ouverture d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 17 jours consécutifs, du mercredi 20 novembre 2013 au vendredi 06 décembre 2013 inclus, dans la commune de BLYE ;
- VU** les avis et conclusions du commissaire enquêteur en date du 06 janvier 2014 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Jura en date du 20 mars 2014 ;
- VU** le document établi le 14 avril 2014 par la commune de BLYE exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération, ci-annexé ;

CONSIDERANT QU' il convient de protéger les ressources en eau et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour du puits de captage des Bressots ainsi que les mesures envisagées, constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura :

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1^{ER} - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice de la commune de BLYE :

- La dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du puits de captage des Bressots, situé sur la commune de BLYE, conformément au plan annexé ;
- La création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DE PRELEVEMENT

La commune de BLYE est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du puits de captage des Bressots, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 - CAPACITE DE POMPAGE – DEBIT CAPTE AUTORISE

Le volume maximum de prélèvement autorisé sur le puits est le suivant :

- Débit de prélèvement horaire : 11 m³/heure
- Débit de prélèvement journalier : 120 m³/jour

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver pendant 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE

Le puits de captage des Bressots est situé à environ 1500 mètres au sud du village de Blye, dans la plaine alluviale de l'Ain, à 120 mètres en rive droite de la rivière. Ce puits bétonné à barbacanes a un diamètre de 2 mètres pour une profondeur de 4,5 mètres sous le terrain naturel. Surélevé de 1,5 mètre et présentant un corroi de terre de protection, l'ouvrage de captage est fermé par une dalle étanche munie d'un capot Foug. Deux crépines sont situées en fond de puits.

Les eaux sont pompées par l'intermédiaire de deux pompes fonctionnant en alternance de 10 m³/h et 11 m³/h au niveau de la station à proximité. L'eau y subit une désinfection par injection de chlore sur la conduite d'adduction avant d'être refoulée jusqu'au réservoir du village. La distribution se fait ensuite à partir du réservoir de façon gravitaire.

Localisation du captage :

Commune de BLYE, au lieu-dit « Les Bressots », sur les parcelles n° 73 et 50p - section ZD

Code BSS : 06044X0042/P

Coordonnées Lambert 2e : X : 858 000 Y : 2 184 150 Z : 445 m

Coordonnées Lambert 93 : X : 906 992 Y : 6 615 499 Z : 445 m

ARTICLE 5 - INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

La commune de BLYE devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par l'instauration de ces périmètres. Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 - PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du puits de captage des Bressots. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 6.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Ce périmètre est constitué par des terrains appartenant en pleine propriété à la commune de BLYE, ou que celle-ci devra acquérir, si nécessaire par voie d'expropriation, dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre de protection immédiate à des tiers, ce périmètre est clos et matérialisé par une clôture et munie d'une porte fermant à clé. Son accès est interdit au public.

Les trappes et autres moyens d'accès à l'ouvrage de captage doivent être verrouillées et étanches.

Ce périmètre devra rester verrouillé et sera interdit à tous dépôts, installations ou activités autres que ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage. Il n'y sera fait usage d'aucun désherbant, la croissance des végétaux n'étant limitée que par la taille.

Ce périmètre devra être maintenu déboisé et fauché régulièrement à la diligence de la commune.

Le captage doit être maintenu en bon état et nettoyé régulièrement.

Les opérations de maintenance et d'entretien du captage doivent être consignées dans un carnet sanitaire, permettant d'en assurer la traçabilité (date, nature des travaux, opérateur, ...).

Article 6.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans ces zones, les activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau seront recensées et régulièrement contrôlées, pour, le cas échéant, mise en conformité avec la réglementation en vigueur.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans les extraits parcellaires joints en annexe.

Le périmètre de protection rapprochée est subdivisé en 2 sous-périmètres distincts, respectivement dénommés PPR1 et PPR2, dont les emprises sont précisées sur le document cadastral annexé à cet arrêté.

PPR1

Prescriptions générales :

- Le périmètre de protection rapprochée est une zone inconstructible.
- Dans ce périmètre, le maintien des prairies existantes doit être encouragé.
- Les parcelles boisées doivent conserver leur couvert forestier.

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- Les constructions de toute nature autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière et d'excavations diverses ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- l'installation de réservoir ou canalisations d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- la création de forages ou de puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;

- la réalisation de réseau de drainage ;
- la recharge artificielle de la nappe ;
- les canalisations autres que celles nécessaires au transport des eaux destinées à la consommation humaine ;
- les dépôts d'immondices, ensilage, déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- l'épandage de fumure organique liquide (lisiers et purins) ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires de traitement du bois ;
- la mise en place d'abreuvoirs ou de mangeoires à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;
- les terrains de camping.

Activités réglementées :

| Pratiques agricoles

Les dispositions du code de bonnes pratiques agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées, ainsi que les apports en produits phytosanitaires, doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle, ces plans de fumure devant intégrer également les apports en produits phytosanitaires, et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Epandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du PPR1, les épandages de fumure organique (fumier) sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées à plus de 35 mètres des limites du périmètre immédiat, sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (> 20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable et de forte activité végétative. Aucun épandage ne sera effectué sur sol gelé, enneigé, en période de forte pluie ou sur des sols présentant une pente supérieure à 7%.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 120 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).
- Implantation d'un couvert végétal en hiver pour limiter les risques de lessivage après récolte.

| Utilisation de produits phytosanitaires

Les traitements doivent être raisonnés et réalisés avec des équipements précis et performants.

La réduction de l'utilisation des phytosanitaires est un principe de gestion sur la totalité des parcelles des périmètres de protection rapprochée 1 (cahier de traitement, plan de protection des cultures, respect des interdictions d'utilisation de certaines molécules).

Sur la totalité du PPR1, l'utilisation des herbicides est restreinte aux usages pour lesquels il n'existe aucune autre alternative en matière de désherbage ou de lutte contre les adventices. Sont concernés les usages agricoles et non agricoles (particuliers ou collectivités).

En fonction des résultats obtenus par le contrôle sanitaire, des mesures de restriction ou d'interdiction d'usage pourraient être prises.

| Entretien des voiries et autres infrastructures de transport

Le défrichage et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le PPR1 sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

| Travaux forestiers

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir les pollutions et le ravitaillement en carburant des engins utilisés se fera hors du périmètre de protection.

PPR 2

Prescriptions générales :

- Dans ce périmètre, le maintien des prairies existantes et des parcelles boisées doit être encouragé.

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière et d'excavations diverses ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- l'installation de réservoir ou canalisations d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- la création de forages ou de puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;
- la réalisation de réseau de drainage ;
- la recharge artificielle de la nappe ;
- les dépôts d'immondices, ensilage, déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- les terrains de camping.

Activités réglementées :

| Pratiques agricoles

Les dispositions du code de bonnes pratiques agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées, ainsi que les apports en produits phytosanitaires, doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle, ces plans de fumure devant intégrer également les apports en produits phytosanitaires, et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Epandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du PPR2, les épandages de fumure organique sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage se situent sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (> 20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable et de forte activité végétative. Aucun épandage ne sera effectué sur sol gelé, enneigé, en période de forte pluie ou sur des sols présentant une pente supérieure à 7%.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 120 unités d'azote et inférieure à 20 m³ de lisier et purin par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).
- Implantation d'un couvert végétal en hiver pour limiter les risques de lessivage après récolte.

| Utilisation de produits phytosanitaires

Les traitements doivent être raisonnés et réalisés avec des équipements précis et performants.

La réduction de l'utilisation des phytosanitaires est un principe de gestion sur la totalité des parcelles des périmètres de protection rapprochée 2 (cahier de traitement, plan de protection des cultures, respect des interdictions d'utilisation de certaines molécules).

| Assainissement

Les dispositifs d'assainissement des nouvelles constructions et des constructions existantes devront être soit raccordés à un réseau collectif d'eaux usées soit conformes aux prescriptions techniques de l'arrêté du 07 septembre 2009 modifié en matière d'assainissement non collectif.

| Exploitations agricoles

Les bâtiments agricoles (siège ou lieu de stockage de produits ou de matériel de stabulation) pourront être autorisés à condition que leur bâti, stockages et rejets d'eaux usées soient conformes aux règlements en vigueur.

Les bâtiments d'élevage, qu'ils soient soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ou qu'ils relèvent des dispositions du règlement sanitaire départemental, doivent être équipés de dispositifs étanches de récupération des déjections animales. Les purins, lisiers et jus d'ensilage doivent également être évacués dans des fosses étanches. Toutes ces installations doivent être dimensionnées pour respecter les durées de stockage minimum imposées par la réglementation (au moins 3 mois). Les eaux de lavage de laiterie seront soit recyclées, soit traitées, soit stockées en fosse étanche.

| Fossé le long de la Route Départementale RD 151

Il sera régulièrement entretenu et la végétation susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux sera éliminée. On évitera tout surcreusement de ce fossé, susceptible d'enlever les limons superficiels constituant une barrière protectrice de la nappe phréatique vis à vis des eaux de ruissellement superficielles.

| Décharge dans le PPR2

Toute décharge existante dans le périmètre de protection rapprochée 2 devra être réhabilitée dans son ensemble (les déchets présents tels que les ordures ménagères devront être enlevés) et seuls les matériaux inertes seront admis sur le site. Elle devra être fermée et son accès restreint.

| Entretien des voiries et autres infrastructures de transport

Le défrichage et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le PPR2 sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

ARTICLE 7 - PUBLICATION DES SERVITUDES

La notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

La commune de BLYE, bénéficiaire de l'autorisation préfectorale, est chargée d'effectuer ces formalités.

Le maire de la commune concernée conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 8 - DELAIS DE MISE EN CONFORMITE

Acquisition de l'ensemble du périmètre de protection immédiate dans un délai de deux ans à compter de la notification de cet arrêté.

Réalisation de la clôture du périmètre de protection immédiate dans un délai de 6 mois à compter de l'acquisition de l'ensemble du périmètre de protection immédiate.

Dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 6 dans un délai de 1 an, en ce qui concerne les dépôts, activités et installations existant à la date de cet arrêté.

ARTICLE 9 - RESPECT DES SERVITUDES – SANCTIONS

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

Dégradation d'ouvrages, pollution

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 10 - ALTERATION DE LA QUALITE DE LA RESSOURCE

En cas de dégradation de la qualité de la ressource en eau pour son usage « eau potable », la présente autorisation pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire et conduire à la mise en place de prescriptions plus contraignantes.

ARTICLE 11 - MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE

Droit de préemption urbain (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R. 1321-13-3 du code de la santé publique).

Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique)

I. – La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. - La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

TRAITEMENT & DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 12 - MODALITES DE LA DISTRIBUTION - TRAITEMENT DE L'EAU

La commune de BLYE est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du puits de captage des Bressots, dans le respect des modalités suivantes :

- l'eau brute, avant distribution, fait l'objet d'un traitement de désinfection permanente.

- le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.
- les eaux distribuées doivent satisfaire aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Seuls peuvent être utilisés les produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du préfet.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

Rendement des réseaux de distribution :

Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

La commune de BLYE veille au bon entretien et à l'étanchéité des canalisations de son réseau de distribution. Elle met en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les éventuelles fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

Un rendement élevé (rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés par les usagers) doit être recherché en permanence. Un objectif de rendement minimum de 70 % est fixé.

ARTICLE 13 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU

Surveillance

La commune de BLYE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et met en œuvre un plan de surveillance de la qualité de l'eau qui comprend notamment :

- *l'examen régulier des installations,*
- *un programme de tests ou d'analyses sur des points déterminés en fonction des risques identifiés,*
- *la tenue d'un fichier sanitaire consignait l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance.*

Les résultats sont tenus à la disposition du directeur général de l'agence régionale de santé qui est également informé de tout incident susceptible d'avoir des conséquences pour la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, la commune de BLYE prévient l'agence régionale de santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

Contrôle

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de BLYE.

Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres et des servitudes.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS

- Les captages devront être équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute avant tout traitement.
- Les installations de traitement de l'eau doivent être équipées d'un robinet de prise d'échantillon de l'eau mise en distribution.
- Les agents de l'agence régionale de santé et du laboratoire agréé ont constamment libre accès aux installations autorisées.
- Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 - INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception et tenus à la disposition du public, en mairie de la commune de BLYE :

- l'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'agence régionale de santé concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

La commune de BLYE, bénéficiaire de la présente autorisation, veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Elle pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen des fonds disponibles sur le budget annexe dont pourra disposer la collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de BLYE devra être porté à la connaissance du préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 17 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation et participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 18 - NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au maire de BLYE en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée. Il lui est également notifié en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Le maire de la commune de BLYE conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 19 - MESURES EXECUTOIRES

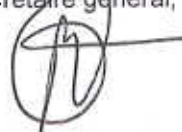
- Le secrétaire général de la préfecture,
- Le maire de la commune de BLYE,
- Le directeur général de l'agence régionale de santé de Franche-Comté,
- Le directeur départemental des territoires,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Jura et dont une mention sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture. Par ailleurs, une copie conforme sera adressée pour information au :

- Président du Conseil général du Jura ;
- Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;
- Directeur régional de l'Office national des forêts ;
- Directeur du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage.

Lons-le-Saunier, le 9 MAI 2014

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,



Antoine POUSSIER

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication.

Liste des parcelles situées en zone de protection immédiate

Nature du bien	Section	N° d'ordre	Lieu-dit	Commune	Superficie totale de la parcelle	Superficie de la parcelle en ppi	Nom du propriétaire	Nom du conjoint	Date de naissance	Adresse	Code postal	Ville
Propre	ZD	73p	Les Bressots	Blye	23 a 30 ca	22 a*	Commune de Blye			Rue de la Mairie	39130	BLYE
Propre	ZD	50p	Les Bressots	Blye	1 ha 23 a 20 ca	23 a*	Monsieur ECOIFFIER Aimé Louis Joseph	Madame LOMBARD	21/07/1901	62 Rue de la Mairie	39130	BLYE

* A confirmer par l'intervention d'un géomètre expert.

pour demeurer annexé à l'arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le 9 MAI 2014
LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Antoine POUSSIER

Liste des parcelles situées en zone de protection rapprochée 1

Nature de l'acte	Section	N° d'ordre	Lieu-dit	Commune	Superficie totale de la parcelle	Nom du propriétaire	Nom du conjoint	Date de naissance	Biye	Parcelle	Commune	Nature
Propre	2D	73p	Les Bressots	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Aimé Louis Joseph	Commune de Biye			Rue de la Mairie	39130	Biye
Propre	2D	50p	Les Bressots	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur RAMBOZ Pierre Marie Joseph Bernard		21/07/1901		Rue de la Mairie	39130	Biye
Propre	2D	44	Cote de Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Pascal André Jean		19/11/1969	Lons le Saunier	476 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	46	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Pascal André Jean		04/06/1962	Saint Julien	101 Rue de la Cotette	39230	SAINT JULIEN
Propre	2D	47	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur MICHAUD Claude Alexandre Pierre-François		05/08/1932	Biye	66 Avenue d'Orgeval	95210	SAINT GRATIEN
Propre	2D	48	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur MICHAUD Alain Paul Henri		08/07/1966	Lons le Saunier	Rue de la Champagne	39130	Biye
Propre	2D	49	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur MICHAUD Pascal André Jean		20/09/1956	Biye	92 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	50	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		04/06/1962	Saint Julien	101 Rue de la Cotette	39230	SAINT JULIEN
Propre	2D	51	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		28/08/1957	Bourg en Bresse	6 Rue du Dahomey	75011	PARIS
Propre	2D	52	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		04/06/1962	Saint Julien	101 Rue de la Cotette	39230	SAINT JULIEN
Propre	2D	53	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		21/01/1904	Biye	Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	54	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		16/05/1892	Biye	Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	55	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		10/08/1946	Biye	Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	56	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		04/07/1932	Biye	228 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	57	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	58	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	59	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	60	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	61	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	62	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	63	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	64	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	65	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	66	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	67	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	68	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	69	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	70	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	71	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	72	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	73	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	74	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	75	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	76	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	77	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	78	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	79	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		15/06/1929	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye
Propre	2D	80	En Selle	Biye	1 ha 25 a 20 ca	Monsieur ECOIFFIER Christine Claude Angèle		01/04/1926	Biye	100 Grande Rue	39130	Biye

Antoine ROUSSIER

pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
 LONS-LE-SAUNIER, le-9-MAT-2014....

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délé
 Le secrétaire généra

Liste des parcelles situées en zone de protection rapprochée 2

Nature du bien	Section cadastrale	Commune	Superficie totale de la parcelle	Nom du propriétaire	Date de l'acte	Classe de protection	Adresse	Code postal	Ville
Propre	20	34	Sur la Champagne	Blye	3 ha 30 a 20 ca	Commune de Blye			
Propre	20	35	Sur la Champagne	Blye	1 ha 19 a 30 ca	Monsieur BOUILLIER Jean-Charles Henri			
Propre	20	36	Sur la Champagne	Blye	1 ha 19 a 30 ca	Madame GINDRE Nelly Antonette	Monsieur MONTAUDI Guy		
Propre	20	37	Sur la Champagne	Blye	1 ha 19 a 30 ca	Monsieur PUTET Henri Lucien Christian			
Propre	20	38	Sur la Champagne	Blye	1 ha 78 a 40 ca	Monsieur ROUX Christian Bernard Gabriel			
Propre	20	42	Sur la Champagne	Blye	1 ha 77 a 30 ca	Commune de Blye			
Propre	20	43	Sur la Champagne	Blye	2 ha 37 a 30 ca	Monsieur MICHAUD Robert Victor Désiré	Madame ECOIFFIER Marcella Cécile		
Propre	20	44	Sur la Champagne	Blye	2 ha 77 a 30 ca	Madame ECOIFFIER Marcella Cécile Odile Charlotte	Monsieur MICHAUD Robert Victor D		
Propre	20	45	Sur la Champagne	Blye	2 ha 77 a 30 ca	Monsieur BAILLY Thierry Léon Marie	Madame MICHAUD		
Propre	20	46	Sur la Champagne	Blye	3 ha 44 a 20 ca	Madame GUICHON Andrée Marie Albertine	Monsieur MATHIEU André Paul Jule		
Propre	20	47	Sur la Champagne	Blye	3 ha 44 a 20 ca	Monsieur MATHIEU Denis Rémy			
Propre	20	48	Sur la Champagne	Blye	1 ha 50 a 00 ca	Monsieur ROUX Bernard André Lucien	Madame MICHAUD		
Propre	20	49	Sur la Champagne	Blye	1 ha 44 a 30 ca	Messieurs MICHAUD Hervé et Claude			
Propre	20	50	Sur la Champagne	Blye	1 ha 44 a 30 ca	Société des Chutes de l'Ain			
Propre	20	51	Sur la Champagne	Blye	1 ha 44 a 30 ca	Madame GUYENET Huberte Raymonde Jeanne	Monsieur LACHOIX Gérard		
Propre	20	52	Sur la Champagne	Blye	6 ha 88 ca 70 a	Commune de Blye			
Propre	20	53	Sur la Champagne	Blye	2 ha 16 a 90 ca	Monsieur ROUX Bernard André Lucien	Madame HUMBERT		
Propre	20	54	Sur la Champagne	Blye	9 ha 70 a 90 ca	Monsieur MICHAUD Claude Alexandre Pierre-François	Madame MICAUD Nathalie		

VU par le Préfet,
 pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
 LONS-LE-SAUNIER, le
 LE PRÉFET,
 Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général
 Antoine POUSSIER



VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le
LE PRÉFET, 9 MAI 2014

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Antoine POUSSIER



Légende

- PPI
- PPR 1
- PPR 2

Échelle : 1 / 5 000

Réf. du dossier : 07/172

N



Qualité de l'eau

Unité de Gestion et d'Exploitation
ADD.COMM. DE BLYE

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Antoine POUSSIER

synthèse 2012 / UDI BLYE

Caractéristiques générales de l'unité de distribution

EXPLOITANT	Régie
RESSOURCE	Ressource en nappe alluviale
PERIMETRES DE PROTECTION	En cours
TRAITEMENT	désinfection à l'eau de Javel
POPULATION DE L'UNITÉ DE DISTRIBUTION	117

QUALITE BACTERIOLOGIQUE DE L'EAU DISTRIBUEE EN 2012

Nombre total d'analyses réalisées en 2012 et représentatives de l'eau distribuée	6
Nombre d'analyses non conformes attestant d'une pollution microbiologique présentant un risque sanitaire	1
Nombre d'analyses non satisfaisantes attestant d'un dysfonctionnement ou de l'absence de traitement	1

EVOLUTION DES BILANS BACTERIOLOGIQUES SUR LES DERNIERES ANNEES

Bilans	2010	2011	2012
% d'analyses non conformes	0%	0%	17%

SOUS PRODUITS DE LA DESINFECTION DANS L'EAU DISTRIBUEE POUR L'ANNEE 2012

Paramètres	Unités	Valeurs de qualité	Nombre d'analyses	Nombre d'analyses non conformes aux valeurs de qualité	Moyenne	Maximum
Chlore résiduel libre	mg/l	absence d'odeur ou de saveur désagréable guide: entre 0,05 et 0,3	4	0	0,01	0,05
Bioxyde	mg/l	guide: < 0,15	0			
Chlorites (bioxyde)	mg/l	0,2	0			
Trihalométhanes (chlore)	µg/l	100	0			

LIMITES DE QUALITE PHYSICO-CHIMIQUE DE L'EAU DISTRIBUEE POUR L'ANNEE 2012

Paramètres	Unités	Limites de qualité	Nombre d'analyses	Nombre d'analyses supérieures à la limite de qualité	Moyenne	Maximum
Nitrates	mg/l	50 mg/l	3	0	8,4	15,0
Pesticides	µg/l	0,1 µg/l par molécule 0,5 µg/l les pesticides	1	0	0,00	0,00
HAP	µg/l	0,1 µg/l	0			

REFERENCES DE QUALITE PHYSICO-CHIMIQUE DE L'EAU DISTRIBUEE POUR L'ANNEE 2012

Paramètres	Unités	References de qualité	Nombre d'analyses	Nombre d'analyses supérieures à la référence de qualité	Moyenne	Maximum
pH	unité pH	[6,5 - 9]	4	0	7,4	7,5
Conductivité à 25°C	µS/cm	[250 - 1100]	4	0	100	110
Dureté	°F	aucune	2	sans objet	30,5	32,1
Température	°C	2	4	0	10,5	15,0
Ammonium	mg/l	0,1 ou 0,5 si naturel	4	0	0,0	0,0
Carbone actif	mg/l		1		1,3	
Aluminium	µg/l	200	0			
Fer	µg/l	200	0			
Manganèse	µg/l	50	1	0	0,0	0,0



Qualité de l'eau

Synthèse 2012

Unité de gestion et d'exploitation

ADD.COMM. DE BLYE

Le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau est réalisé par le service Santé Environnement de l'Agence Régionale de Santé

Avis de l'ARS sur la qualité de l'eau distribuée en 2012 sur les unités de distribution

BLYE

L'eau distribuée sur votre réseau a présenté en 2012 :

- ▣ des contaminations ponctuelles,
- ▣ une turbidité faible,
- ▣ des taux de chlore régulièrement insuffisants, pouvant entraîner l'inefficacité de la désinfection.
- ▣ des teneurs en substances indésirables satisfaisantes et respectant les références de qualité.
- ▣ des teneurs en substances toxiques conformes et respectant les limites de qualité.
- ▣ une dureté très élevée (eau très dure).

La qualité de l'eau distribuée est globalement satisfaisante.

Le contrôle de la désinfection devra être renforcé.



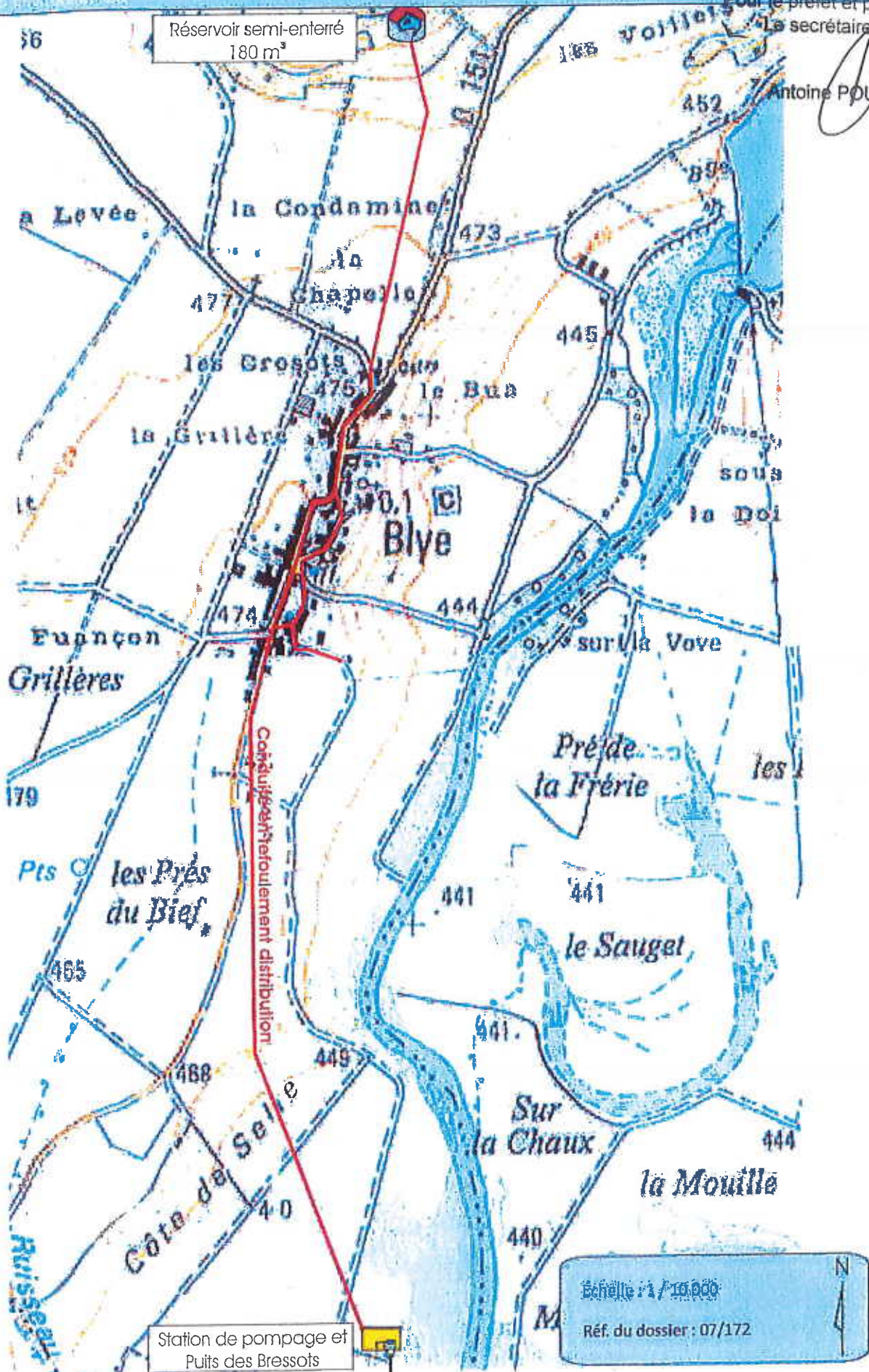
Plan schématique du réseau

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce
LONS-LE-SAUNIER, le

LE PRÉFET

MAI 2014
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Antoine POUSSIER



Réservoir semi-enterré
180 m³

Station de pompage et
Puits des Bressots

Echelle 1/10 000

Réf. du dossier : 07/172

DEPARTEMENT DU JURA

CANTON DE CONLIEGE

MAIRIE DE BLYE

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Antoine POUSSIER

Document justifiant le caractère d'utilité publique des travaux de la mise en place des périmètres de protection du puits des Bressots

En tant que responsable de la qualité des eaux distribuées à la population, il appartient à la collectivité de s'assurer en permanence qu'elles satisfont à cet usage. Il est d'autant plus facile de fournir au public des eaux de qualité satisfaisante que l'on utilise, au départ, des ressources de bonne qualité. La mise en place des périmètres de protection constitue à cet égard un outil indispensable pour maintenir la qualité naturelle des eaux captées en vue de la consommation humaine.

La mise en place des périmètres de protection est une obligation réglementaire qui découle du Code de la Santé Publique ; elle a pour objectifs :

- D'empêcher la dégradation des ouvrages de prélèvements
- D'éviter le rejet de substances polluantes susceptibles d'altérer la qualité des eaux captées
- De maîtriser le développement de toutes nouvelles activités incompatibles avec la préservation des ressources exploitées
- De renforcer les dispositifs de prévention et de contrôle dans la zone de captage
- De limiter le recours à des traitements coûteux et sophistiqués en préservant la qualité initiale de l'eau

Les périmètres de protection définis autour du puits de captages des Bressots répondent à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique. Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster leur délimitation et les prescriptions qui s'y reportent. Sils induisent certes quelques contraintes pour les propriétaires et exploitants des terrains concernés par la protection, celles-ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus. Ainsi, les périmètres de protection devrait permettre d'assurer dans le futur l'approvisionnement en eau potable de la commune de BLYE, soit aujourd'hui une population de plus de 150 habitants.

C'est pourquoi la commune de BLYE s'est engagée dans cette voie considérant que dans un but d'utilité publique, elle permet de protéger la santé des générations présentes et futures, et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable en préservant les ressources.

Fait à BLYE le 14 avril 2014

Le Maire,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Thierry BAILLY', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE BLYE' and a central emblem. The signature is fluid and extends across the right side of the stamp.

Thierry BAILLY

DEPARTEMENT DU JURA

CANTON DE CONLIEGE

MAIRIE DE BLYE

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le 9 MAI 2014
LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Antoine POUSSIER

Exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération de protection du captage d'eau potable

La Commune de BLYE est alimentée par un captage d'eau potable.

Cette ressource est aujourd'hui très suffisantes au niveau du débit.

L'eau distribuée après traitement est globalement de bonne qualité.

La Commune de BLYE s'est engagée dans la mise en place de périmètres de protection de son captage.

La mise en place de tels périmètres est une obligation réglementaire qui découle du Code de la Santé Publique et a pour objectifs :

- D'empêcher la dégradation des ouvrages de prélèvements
- D'éviter le rejet de substances polluantes susceptibles d'altérer la qualité des eaux captées
- De maîtriser le développement de toutes nouvelles activités incompatibles avec la préservation des ressources exploitées
- De renforcer les dispositifs de prévention et de contrôle dans les zones de captage
- De limiter le recours à des traitements coûteux et sophistiqués en préservant la qualité initiale de l'eau

Les périmètres de protection définis autour du captage répondent à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique. Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster leur délimitation et les prescriptions s'y rapportant. S'ils induisent certes quelques contraintes pour les propriétaires et les exploitants des terrains concernés par la protection, celles-ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus. Ainsi les périmètres de protection devraient permettre d'assurer de façon pérenne l'approvisionnement en eau potable de la commune de BLYE.

C'est pourquoi la commune de BLYE s'est engagée dans cette voie considérant que la déclaration d'utilité publique permettra de protéger la santé des générations présentes et futures et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable préservant la ressource.

Fait à BLYE le 14 avril 2014

Le Maire,

A circular official stamp of the Municipality of BLYE is partially visible, with the words "MAIRIE DE" and "BLYE" discernible. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in dark ink, which appears to be "Thierry BAILLY".

Thierry BAILLY